

PROVENCE

Défendre les services publics en stoppant l'hémorragie

Social

Les agents des Finances publiques étaient en grève hier pour défendre le service public.

Les réductions d'effectifs sont notamment dans le viseur des syndicats.

AVIGNON

C'est parce qu'ils paient un lourd tribut aux suppressions de postes dans la fonction publique que les agents des Finances publiques n'en peuvent plus. En 15 ans 32 000 emplois supprimés, 2 130 en 2016, au sein des Finances publiques. Après les suppressions des trésoreries de Bonnieux, Beaumes de Venise, Sault, Le Thor, Pernes et Cadenet. La fermeture de celle de Gordes est programmée pour janvier 2017. Aujourd'hui, d'après l'intersyndicale CGT, FO et Solidaires, « d'autres services sont désormais menacés par les restructurations et des réductions des horaires d'ouverture au public, comme le service des impôts des entreprises (SIE), les services des impôts des particuliers (SIP), le cadastre, ou les services de publicité foncière. Ces choix mettent à mal l'égalité de traitement social et fiscal selon l'endroit où on réside, accélèrent la désertification des zones rurales, et accroissent la ghettoïsation des zones urbaines. C'est une attaque de plus contre le service public. »

A l'appel de leurs organisations syndicales, les agents des Finances publiques étaient donc en grève hier, avec un rassemblement d'abord devant la direction de Vaucluse, puis très vite, les quelque salariés présents décident d'aller à la rencontre du directeur départemental des Finances publiques, pour lui faire part de leurs inquiétudes.

Les agents ne veulent plus souffrir en silence

Le rendez-vous est organisé tout de suite, incluant toute la délégation



A Avignon (haut) ou à Solliès-Toucas (bas), colère et manifestation.

PHOTOS CC. ET G. STV.

(une vingtaine de personnes), le directeur et quelques cadres dans une salle. Il s'agit de lui faire connaître « la dégradation des conditions de vie au travail, l'absence de reconnaissance envers les agents, la perte du sens des missions et de la qualité des missions de la Direction Générale des Finances Publiques n'a jamais été aussi inquiétante. » Lui faisant part notamment d'inquiétudes concernant des réorganisations de services annoncées suite à des suppressions de postes. « Vos lignes directrices sont autant de lignes destructrices de notre administration,

ouvrant la voie à sa disparition, suppression de services, dématérialisation forcée et forcenée, suppressions d'emplois et restructurations incessantes, remise en cause des règles de gestion. »

Si le directeur départemental reconnaît les suppressions d'emploi, il y voit la nécessité de restructurations, mais s'inscrit en faux sur les affirmations de dégradation du service. « Les usagers sont 80 % à être contents. » Les agents eux, ne veulent plus souffrir en silence.

Christophe Coffinier
ccoffinier@lamarseillaise.fr

Les agents varois interpellent par surprise les élus

● C'était la surprise du chef, en quelque sorte. Parce que le secret avait bien été gardé. Dans le cadre de l'action nationale, l'intersyndicale des Finances publiques varoises (CGT, SUD, FO, CFE-CV) a

effet là, alors que des suppressions de postes et des fermetures de services sont annoncées, que la direction avait invité hier matin les élus du département pour lancer

invitée au colloque, devant la salle communale André Lanza. Au programme : déploiement de banderole, prise de parole et distribution de tracts. « En plus



Sur la place des M

Solidaires mouvements les

TPE/TPA

Le syndicat de plein centre-ville son point de vue élections professionnelles dans les TPE et

Malgré la reprecision que regrettait le député Brun, la campagne suit.

TOULON

« On voudrait ne s'y prendrait Quand hier Pascal départemental de nait le report de sionnelle qui dev 28 novembre et les salariés des prises (TPE) et T tions (TPA), ce n'é rière. Il faut bien l n'était déjà pas u ment populaire. l de personnes cor -pour le seul dépa viron 80 000 salari urnes-, le taux de ces élections n'a d'une mobilisati Et avec ce report, davantage favoris fréquentation.

Malgré cette grette, non seule (« Les salariés ont vote, les tracts de